



 <p><b>Éditorial : Sacerdote, non soif de sous</b> P.2</p>	 <p><b>Le projet d'éducation universelle dévoyé</b> P.3</p>	 <p><b>Le personnel d'Harmonica attend encore ses salaires d'avril</b> P.4</p>	 <p><b>Le vrai faux restaurant "Vogue" reste ouvert</b> P.5</p>	 <p><b>Des observateurs citoyens d'Afrique pour une stratégie visant une meilleure sauvegarde des élections</b> P.6</p>	 <p><b>Une mission de paix de l'Union africaine bientôt en Russie et en Ukraine</b> P.7</p>	 <p><b>Turquie : les résultats de l'élection présidentielle</b> Les scores des candidats au 2<sup>nd</sup> tour, le 28 mai 2023, sur 99,83% des bulletins déposés. Recep Tayyip Erdoğan (Alliance populaire (islamo-conservateur)) : 52,14% Kemal Kılıçdaroğlu (Alliance de la Nation (coalition centre-gauche + droite)) : 47,86% P.8</p>	 <p><b>Atelier écriture</b> Récit : En l'autre P.10</p>
--	--	---	--	---	--	---	--

## Somalie : un scrutin au suffrage universel direct et historique au Puntland

Mouna Ali

J eudi 25 mai 2023, s'est tenu dans l'État régional fédéré du Puntland, au Nord-est de la Somalie, un événement historique pour ce pays où l'État central est en reconstruction. Les premières élections démocratiques au suffrage universel direct depuis plus de 55 ans, s'y sont déroulées. Il s'agit d'élections locales, mais cela ne diminue en rien leur importance historique puisqu'elles sont, si l'on excepte le cas particulier du Somaliland, les premières dans le pays depuis 1967. Les vainqueurs du scrutin de cette année-là, qui était législatif et déterminait l'élection par les députés du président de la République, ont été renversés dès 1969 par un coup d'État militaire du général Mohamed Siad Barreh.

Le scrutin du jeudi 25 mai 2023 s'est déroulé dans 30 des 37 circonscriptions pré-



vues. Les électeurs se sont rendus en grand nombre aux urnes, réalisant une participation bien élevée. Seules 7 circonscriptions n'ont pas pu accueillir le vote, officiellement pour des raisons de sécurité. En réalité, une partie de l'opposition s'y est opposée dans au moins trois districts au motif que l'administration du Puntland a organisé les élections de manière unilatérale.

*Le "one person, one vote" du Puntland semble donc faire école dans le reste de la Somalie.*

Pour certains observateurs, la vraie explication du rejet des élections par ces opposants réside dans leur crainte de marginalisation. Ils redouteraient ainsi un changement apporté à la constitution locale à la faveur de ces élections pour faire passer le nombre

de partis politiques légalement constituables de trois à cinq.

Parmi les circonscriptions où le "une personne, une voix" a été empêché, figure la capitale du Puntland, Garowe. Toutefois, depuis la tenue sans encombre du scrutin dans trente districts sur trente-sept, la situation sécuritaire a favorablement évolué dans la ville. Les miliciens armés, acquis aux opposants, s'en sont retirés, faisant place à une logique de dialogue.

Ces élections historiques ont rencontré des échos favorables dans le reste du pays. D'où les félicitations au Puntland de larges secteurs de la population somalienne de l'intérieur et de la diaspora. Mieux, un accord politique est intervenu dimanche 28 mai 2023 à Mogadiscio entre le gouvernement fédéral et les exécutifs des États régionaux fé-

dérés sur la tenue d'élections au suffrage universel direct au terme des mandats électifs en cours aux différents niveaux de pouvoir. Le premier scrutin du genre devrait avoir lieu en juin 2024.

Le "one person, one vote" du Puntland semble donc faire école dans le reste de la Somalie. C'est une bonne nouvelle.

Bien entendu, la palme reste à l'État auto-proclamé du Somaliland voisin qui a été le premier à montrer la voix en tenant plusieurs élections (locales, législatives et présidentielles) depuis la proclamation unilatérale de son indépendance le 18 mai 1991. Même si le président somalilandais actuel, Moussa Bihi Abdi, et son gouvernement sont vivement critiqués pour autoritarisme et échec à organiser l'élection présidentielle prévue pour fin 2022■

# EDITORIAL: Sacerdoce, non soif de sous

**Mahamoud DJAMA**

**A** Djibouti, comme sous d'autres cieux, l'éducation est l'une des nombreuses victimes de la mal-gouvernance publique. Le système éducatif souffre à la fois d'un problème d'adéquation aux réalités djiboutiennes et de gestion.

*Malgré la réforme dont se targue un certain Ismail Omar Guelleh, peu réputé pour ses performances scolaires passées, l'école djiboutienne est en piteux état.*

Malgré la réforme dont se targue un certain Ismail Omar Guelleh, peu réputé pour ses performances scolaires passées, l'école djiboutienne est en piteux état. Dans sa finalité comme dans ses contenus et méthodes, elle reste peu attractive aux apprenants qui s'y reconnaissent peu. Les états généraux mal préparés et peu inclusifs de décembre 1999 n'ont pas permis son appro-

priation par la société djiboutienne dont elle est pourtant censée éduquer les membres, particulièrement les plus jeunes d'entre eux. La place marginale réservée à l'éducation endogène, laquelle est ancrée dans la vie concrète et fait d'autant plus sens aux apprenants, montre à suffisance que le projet de réforme scolaire n'était pas animé par une vraie volonté de djiboutienisation.

Cette réforme n'a pas amélioré non plus la gestion du système éducatif, que ce soit au niveau central ou à l'échelon local. Un rapport d'État du système éducatif national (RESEN), publié en mars 2010, pointait déjà cela. On peut notamment y lire que l'un des défis à relever est "l'amélioration de la qualité et de l'efficacité de la gestion et du pilotage de la réforme et plus généralement du système éducatif au niveau central comme au niveau local pour soutenir la couverture du système d'éducation et la qualité des services rendus aux citoyens par une vulgarisation de cultures managériales axées sur

les résultats et de pratiques de reddition de comptes".

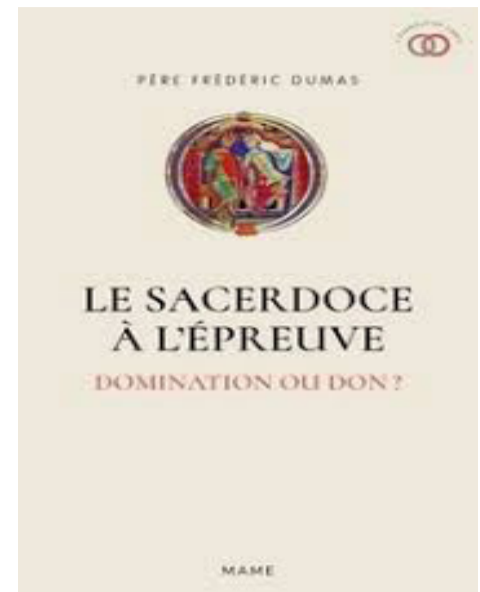
*Le ministre en exercice, Moustapha Mohamed Mohamoud, ne fait donc pas figure d'homme intègre.*

Du point de vue de la gestion, le ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle n'échappe pas à la logique générale du régime qui consiste à se servir au lieu de servir. Le ministre en exercice, Moustapha Mohamed Mohamoud, ne fait donc pas figure d'homme intègre. Qu'il soit enseignant de carrière, puisqu'il était professeur d'histoire et de géographie du secondaire avant d'être propulsé ministre, ne semble pas avoir fait une différence. Il est vrai qu'enseigner telle ou telle matière scolaire ne confère pas forcément une vision recevable de ce que doit être l'éducation nationale. L'on pouvait néanmoins s'attendre à ce qu'il soit plus sensible que d'autres, par exemple les non-

professionnels, aux difficultés de l'école.

Sous sa responsabilité, les décisions douteuses et autres pratiques opaques ont continué. Le népotisme, l'imposition à motivations discutables de l'uniforme scolaire, la mauvaise gestion du préscolaire, son approche peu crédible et déjà dénoncée de l'éducation universelle et bien d'autres manquements entachent son passage à la tête d'un ministère si vital pour l'avenir du pays. D'autant qu'il lui est reproché de s'être, d'une manière ou d'une autre, économiquement enrichi.

C'est bien dommage de la part de quelqu'un qui, de surcroît, arrivait à la tête de l'éducation nationale auréolé d'une image de musulman pratiquant, c'est-à-dire se gardant du mal. Sans doute y a-t-il éducateur et éducateur. L'un l'est par vocation, l'autre par défaut, soit par nécessité du ventre. Sacerdoce versus soif de sous ■



# Le projet d'éducation universelle dévoyé



**Mohamed Ibrahim**

L'idée d'éducation universelle est tout à fait recevable. C'est une bonne idée, car elle permet l'accès à l'éducation, notamment primaire, à tous les enfants. C'est pourquoi elle a cours dans les pays à bonne gouvernance et que l'organisation des Nations-Unies (ONU) en a fait l'un des objectifs du millénaire pour le développement durable (OMD). L'idée renvoie à la déclaration sur l'éducation pour tous adoptée, sous l'impulsion de l'organisation des Nations-Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), à Jomtien en Thaïlande en 1990 et réaffirmée en 2000 à Dakar, au Sénégal.

*Comment pourront-ils apprendre le ventre vide, car ils n'auront plus le temps de mendier du matin au soir pour trouver de quoi se nourrir ?*

Comme souvent, le pouvoir en place à Djibouti, peu réputé pour porter avec succès les projets porteurs, a repris cette

idée. Non pour en faire une réalité au service des enfants djiboutiens et ceux accueillis sur le territoire national, mais pour l'instrumentaliser à des fins de prédation, c'est-à-dire pour trouver des deniers publics à détourner en l'agitant.

Nous apprenons que le ministre de l'éducation nationale et de la formation professionnelle, Moustapha Mohamed Mohamoud, surnommé suceur de sous pour enfants par certains de ses subordonnés, mène l'opération. Selon nos sources, il en a programmé le lancement pour la rentrée de septembre 2023. Vous vous en doutez, pas grand-chose n'a été mis en place pour accueillir les enfants à scolariser au titre de cette noble idée. En d'autres termes, des effectifs scolaires supplémentaires, issus pour l'essentiel de la population flottante, vont être accueillis par les établissements existants qui croulent déjà sous le sureffectif, ce qui aura pour effet d'accélérer la dégradation avancée du système éducatif. En effet, précisent nos informations, des salles de classe supplémentaires n'ont pas été construites, des ensei-

nants en plus n'ont pas été recrutés, ni du nouveau matériel scolaire acquis. Ne parlons pas de la construction de nouveaux établissements d'enseignement.

**Si nous devons résumer d'une formule cette tromperie lourde de conséquences, à la fois pour les enfants visés et le système éducatif moribond, nous opterions pour celle-ci : "L'argent, pas l'enfant".**

Le ministère s'est contenté de tenir quelques réunions d'information pour annoncer que, à partir du mois de septembre 2023, et en plus des enfants djiboutiens arrivant en âge scolaire, des milliers d'enfants issus de familles sans abris, sans ressources et sans papiers, vont entrer à l'école primaire. Comment pourront-ils apprendre le ventre vide, car ils n'auront plus le temps de mendier du matin au soir pour trouver de quoi se nourrir ? Où pourront-ils étudier leurs leçons et faire leurs devoirs, puisqu'ils survivent

dans la rue ? Où trouveront-ils du soutien scolaire dans un contexte éducatif délabré où seuls les enfants soutenus à domicile dans leurs apprentissages s'en sortent à peu près ? Questions sans réponses...

A la question centrale du pourquoi d'une telle négligence désastreuse, nos sources répondent clairement que l'objectif n'est pas l'éducation universelle en tant que telle, il n'est pas de scolariser ces pauvres enfants livrés à eux-mêmes et en proie à tous les dangers, mais de capter l'argent destiné au projet. "Le lancement de l'opération est juste la pince qui permet de saisir les sous de l'éducation universelle", nous lance une personne proche du dossier qui a requis l'anonymat.

Si nous devons résumer d'une formule cette tromperie lourde de conséquences, à la fois pour les enfants visés et le système éducatif moribond, nous opterions pour celle-ci : "L'argent, pas l'enfant". A suivre de près ■

# Le personnel d'Harmonica attend encore ses salaires d'avril

**Mariam Abdi**

Harmonica est l'une de ces agences privées djiboutiennes de placement de travailleurs. Des agences toutes proches du régime, car sans cette proximité, point d'agrément. Elle est dirigée par un obligé du régime, proche d'un certain Abdoulkader Kamil Mohamed, premier ministre et proche par alliance d'Ismail Omar Guelleh. Kamil y aurait des intérêts.

Cette structure a signé de nombreux contrats de main d'œuvre avec l'État. A ce titre, elle gère notamment les agents de sécurité de certains ministères dont celui

de l'éducation nationale et de la formation professionnelle.

*“Le mois de mai s'achève et nous attendons toujours nos paies du mois écoulé”, a indiqué à La Voix de Djibouti l'un d'eux, en poste au ministère de l'éducation nationale.*

Ses travailleurs se plaignent de ne pas avoir touché leurs salaires du mois d'avril 2023. “Le mois de mai s'achève et nous attendons toujours nos paies du mois écoulé”, a indiqué à La Voix de Djibouti

l'un d'eux, en poste au ministère de l'éducation nationale.

Comme les rémunérations de ces employés sont payées sur le budget général de l'État, les retards de salaires dont ils se plaignent est un autre signe des difficultés de trésorerie liées à la mauvaise gestion publique.

Alors, à quand leurs paies ? A suivre de près ■



# L'habillement professionnel est-il devenu payant à la gendarmerie ?

**Mohamed Ibrahim**

Selon des informations concordantes recueillies par La Voix de Djibouti, les gendarmes djiboutiens paieraient leur habillement professionnel, insignes compris. Seules les tenues de recrue et de première affectation seraient gratuites. Les hommes et femmes en bleu achèteraient les articles dont ils ont besoin dans un foyer dédié à cet effet, sis dans une caserne djiboutoise de la gendarmerie.

C'est là une pratique qui n'existait pas auparavant, car la gratuité de l'habillement était de mise pour les gendarmes comme pour les autres soldats et agents en uniforme. Autrement dit, les différents éléments de la tenue professionnelle du gendarme entraient dans le cadre de ses dotations individuelles ordinaires gratuites.

Nous apprenons que cette curieuse pratique existe depuis de nombreuses années, ce qui sou-

lève la question de sa justification par l'état-major de la gendarmerie. Pourquoi donc ? La question est légitime et posée.

Pourquoi, en effet, faire payer l'habillement professionnel aux gendarmes ? Et à qui profitent les marges bénéficiaires ainsi réalisées ? C'est au colonel Zakaria Hassan Aden, un homme ancien au poste de chef d'état-major de la gendarmerie, comme d'autres officiels dans d'autres fonctions publiques, de répondre à

l'opinion djiboutienne. A suivre de près ■



# Le vrai faux restaurant “Vogue” reste ouvert



**Mouna Ali**

Nous en avons rendu compte dans ces colonnes, le mal nommé “Vogue”, un établissement peu fréquentable a été ouvert à Djibouti-ville par un membre par alliance et peu recommandable de la famille dictatoriale djiboutienne. C’est un certain Tommy Tayoro, époux de la fille aînée Fatouma-Awo d’Ismail Omar Guelleh et de Kadra Mahmoud Haïd, un individu connu pour ses agissements bestiaux tolérés à la fois par sa femme et ses beaux-parents, qui l’a ouvert.

Présenté comme un restaurant chic, le lieu s’est vite révélé une couverture pour des activi-

tés bestiales auxquelles se livrent Tommy et ses acolytes venus d’ailleurs. En présence de son

---

**Devant le tollé général, Moonlight a pu rouvrir ses portes, tandis que les obligés du couple ont déserté l’infâme lieu**

---

épouse Fatouma-Awo ? Certaines sources l’affirment. En tout cas, “Vogue” est devenu synonyme de consommation de drogue, d’alcool et de débauche sexuelle voire de viols.

Ainsi, “Vogue” défraie régulièrement la chronique à Djibouti. En mal. Il le fait à la fois sur le terrain et les réseaux sociaux.

Pour masquer la sombre réalité du lieu, le couple dictatorial Ismail/Kadra n’aurait pas lésiné sur les instructions à son petit monde captif. Par exemple, il aurait sommé ses obligés à aller y manger pour faire clientèle. Il aurait également ordonné la fermeture du restaurant voisin, le très couru Moonlight. En vain. “Vogue” n’a pas pu voguer...

Devant le tollé général, Moonlight a pu rouvrir ses portes, tandis que les obligés du couple ont déserté l’infâme lieu. Outre la

peur d’être empoisonnés, insiste-t-on, ces derniers se seraient vite lassés de la sinistre atmosphère de “Vogue”.

Alors, à quand la fermeture de l’intolérable ? A suivre de près ■

# Des observateurs citoyens d'Afrique pour une stratégie visant une meilleure sauvegarde des élections



**Traduit de l'anglais avec Africa Feeds : "Des observateurs citoyens d'Afrique pour une stratégie visant une meilleure sauvegarde des élections"**

**Osman Robleh**

Les dirigeants de 24 organisations d'observateurs citoyens opérant dans 20 pays d'Afrique se sont rencontrés (du 9 au 11 mai 2023, nldr) à Accra, au Ghana, pour élaborer une stratégie sur la manière de mieux sauvegarder les élections. Le sommet était le plus complet et le plus divers rassemblement d'observateurs citoyens de l'Est, du Nord, de l'Ouest et du Sud de l'Afrique. Délivrant le discours d'ouverture, le professeur Attahiru Jega, ancien président de la Commission électorale nationale indépendante du Nigeria (INEC en anglais), a déclaré:

"Personne ne doute aujourd'hui de la valeur des engagements citoyens dans le processus électoral, en particulier le rôle positif que

les citoyens observateurs jouent dans la garantie du processus de transparence électorale et dans la

**"Personne ne doute aujourd'hui de la valeur des engagements citoyens dans le processus électoral, en particulier le rôle positif que les citoyens observateurs jouent dans la garantie du processus de transparence électorale et dans la tenue à leurs responsabilités des organismes de gestion des élections (Electoral Management Bodies ou EMBs)".**

tenue à leurs responsabilités des organismes de gestion des élections (Electoral Management Bodies ou EMBs)". Les "Nouvelles réalités de l'observation électorale citoyenne au sommet Afrique" étaient tenues en réponse à la nature changeante des élections en Afrique et à travers le monde. L'événement a tiré des enseignements des expériences vécues à travers le continent, y compris les récentes élections au Kenya et au Nigeria, ainsi que des élections à venir en République démocratique du Congo, au Libéria, au Sierra Leone et au Zimbabwe. (...) Les organisations d'observateurs citoyens ont publié un communiqué commun sur l'avenir de l'observation citoyenne en Afrique (en anglais et en français) comprenant plus de vingt-cinq résolutions sur la manière d'être

plus effectifs dans la défense des droits électoraux des citoyens à la lumière des nouvelles réalités électorales en Afrique. Les participants se sont mis d'accord pour tenir le sommet une fois par an" (Citizen Observers from Africa Strategise on Better Safeguarding Elections)■

# Une mission de paix de l'Union africaine bientôt en Russie et en Ukraine



**Osman Robleh**

Le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, a affirmé mardi 16 mai 2023 que le président russe, Vladimir Poutine, et son homologue ukrainien, Volodymyr Zelensky, avaient accepté de rencontrer bientôt une délégation de dirigeants africains en vue de discuter d'un plan de paix pour mettre fin au conflit.

Les détails n'ont pas été dévoilés publiquement, mais l'Ukraine a toujours répété qu'un plan de paix devait absolument inclure un retrait des troupes russes de son territoire. "Mes discussions avec les deux dirigeants ont montré qu'ils étaient prêts à recevoir des dirigeants africains et à avoir une conversation sur les manières de mettre fin au conflit",

a affirmé Cyril Ramaphosa lors

*Vladimir Poutine  
et Volodymyr  
Zelensky ont  
accepté de recevoir  
la délégation dans  
leurs capitales  
respectives*

d'un point presse au Cap.

Vladimir Poutine et Volodymyr Zelensky ont accepté de recevoir la délégation dans leurs capitales respectives, a indiqué un communiqué de la présidence sud-africaine. Le plan de paix est également soutenu par des dirigeants africains du Sénégal, de l'Ouganda, de l'Égypte, de la République du Congo et de la

Zambie. Cyril Ramaphosa a indiqué que les États-Unis et le Royaume-Uni avaient exprimé leur soutien "prudent" au plan de paix. Le secrétaire général de l'Onu avait également été informé de l'initiative.

Considéré comme un des plus proches alliés africains de la Russie, Pretoria affirme être impartial et s'est abstenu de voter toute résolution condamnant l'invasion russe aux Nations unies. Récemment, l'Afrique du Sud a rejeté des accusations américaines affirmant que des armes avaient été livrées en décembre à la Russie depuis une base navale du Cap.

Moscou et Kiev ont d'ores et déjà donné leur accord pour accueillir la délégation composée

des chefs d'État de l'Afrique du Sud, du Congo-Brazzaville, de l'Égypte, de l'Ouganda, du Sénégal et de la Zambie.

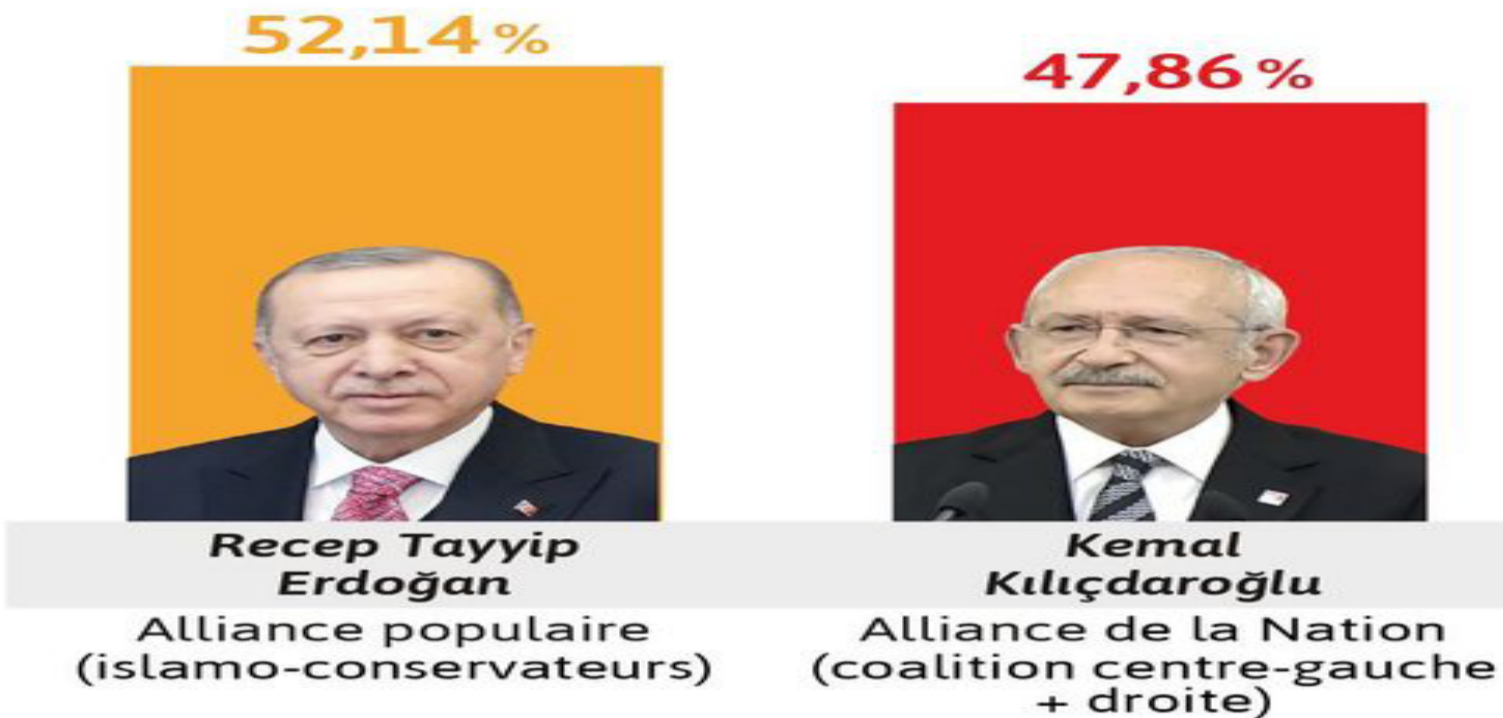
L'offre de médiation africaine concernant le conflit en Ukraine est le fruit de plusieurs mois d'efforts diplomatiques ■

# Turquie : le président Erdogan réélu au deuxième tour



## Turquie: les résultats de l'élection présidentielle

Les scores des candidats au 2<sup>nd</sup> tour, le 28 mai 2023, sur 99,43% des bulletins dépouillés\*.



\*résultats parvenus le 29 mai 2023 à 00h05 (heure française).  
Photos: President.ua, CHP. Source: Agence Anadolu.

VISACTU

Abdallah Kalil

En Turquie, les électeurs étaient appelés aux urnes tout au long de la journée du dimanche 28 mai 2023 pour le second tour de l'élection présidentielle.

Le président sortant, Recep Tayyip Erdogan, a été réélu. Il a été déclaré vainqueur par la commission électorale du pays, avec 52,14% des voix contre 47,87% pour le candidat de l'opposition, Kemal Kılıçdaroğlu. "Sur la base des résultats provisoires, il a été constaté que M. Recep Tayyip Erdogan a été réélu président de la République", a déclaré le président du Haut comité électoral turc (YSK), Ahmet Yener, cité par l'agence étatique Anadolu.

Le président sortant, au pou-

voir depuis vingt ans et qui fai-

*Réélu pour cinq ans, le président Erdogan s'est réjoui en ces termes : "Notre nation nous a confié la responsabilité de gouverner le pays pendant les cinq prochaines années"*

sait la course en tête dimanche, conserve ainsi les rênes du pouvoir en Turquie. Il a revendiqué la victoire vers 20h20, heure de Djibouti, après décompte de près de 99% des voix, selon l'agence officielle turque Anadolu.

Réélu pour cinq ans, le président Erdogan s'est réjoui en ces termes : "Notre nation nous a confié la responsabilité de gou-

verner le pays pendant les cinq prochaines années". Il a appelé la Turquie "à l'unité et à la solidarité". "Il est temps de mettre de côté les disputes de la campagne électorale et de parvenir à l'unité et à la solidarité autour des rêves de notre nation", a-t-il lancé à la foule massée devant le palais présidentiel à Ankara, la capitale turque. "Le seul gagnant aujourd'hui, c'est la Turquie", a-t-il conclu.

Des rassemblements spontanés se sont formés dans les villes où le Reis a triomphé, en particulier en Anatolie. Sa victoire a également été célébrée dans plusieurs pays du monde, musulmans ou non, où il compte de nombreux soutiens. Le Qatar, la Somalie, la Palestine, l'Allemagne, le Royaume-Uni et même la France en sont.

Dès dimanche soir, les félicitations ont commencé à pleuvoir. Le président américain a félicité son homologue Erdogan pour sa réélection. "J'ai hâte de continuer à travailler ensemble en tant qu'alliés au sein de l'Otan sur des questions bilatérales et des défis mondiaux", a tweeté Joe Biden. Le président russe a félicité Recep Tayyip Erdogan, évoquant un "résultat logique" qui apporte la "preuve évidente" du soutien de la population à sa politique. "Votre victoire à ces élections est le résultat logique de votre travail dévoué à la tête de la République turque, preuve évidente du soutien du peuple turc à vos efforts pour renforcer la souveraineté de l'Etat et mener une politique étrangère indépendante", a indiqué Poutine selon des déclarations publiées sur le site du Kremlin.



**Abdallah Kalil**

De même, le Premier ministre britannique Rishi Sunak a félicité Erdogan pour sa réélection, exprimant sa hâte de poursuivre l'«étroite collaboration» entre le Royaume-Uni et la Turquie. Le chancelier allemand Olaf Scholz a également félicité dimanche soir Recep Tayyip Erdogan pour sa réélection à la présidence turque, qualifiant la Turquie et l'Allemagne d'«alliés proches», dont «les peuples et les économies sont profondément liés». «Félicitations au président Erdogan. Ensemble, nous voulons faire avancer notre agenda commun avec un nouvel élan», a écrit le chancelier Scholz sur Twitter.

Pour sa part, la Chine l'a félicité lundi, au lendemain de sa réélection. «La Chine adresse ses félicitations au président Erdogan pour sa réélection», a déclaré la porte-parole du ministère des Affaires étrangères Mao Ning.

Bien entendu, le président Erdogan, qui a hissé son pays au rang de puissance qui compte dans le monde, ne manquera pas de dossiers à traiter.

Parmi eux, l'inflation. Officiellement, elle restait, en avril, à plus de 40% sur un an après avoir dépassé les 85% à l'automne, résultat d'une baisse régulière des taux d'intérêt voulue par le président Erdogan. Entre août et février, le principal taux directeur a été abaissé de 14% à 8,5%, des

baisses justifiées par la banque centrale par le souci de soutenir «l'emploi et la production industrielle». Erdogan affirme, à rebours des théories économiques classiques, que les taux d'intérêt élevés favorisent l'inflation et il a indiqué pendant sa campagne qu'il n'avait aucune intention de les relever. La livre turque a perdu plus de la moitié de sa valeur en deux ans et a atteint cette semaine les 20 livres pour un do-

---

*“A un moment, la ville entière était sous les eaux, Baladweyne devenant un océan”, a témoigné l'épicier Ahmed Nur qui a perdu son commerce.*

---

llar. Selon les données officielles, Ankara a dépensé 25 milliards de dollars en un mois pour la soutenir.

Il y a aussi la reconstruction des zones dévastées par le séisme de février 2023. Le tremblement de terre de magnitude 7,8 du 6 février a dévasté des zones entières au sud-est du pays. Il a fait au moins 50.000 morts et plus de trois millions de déplacés. Le président Erdogan a promis de reconstruire au plus vite 650.000 logements dans les provinces affectées. Le coût total des dégâts du désastre s'élève à plus de 100 milliards de dollars selon l'ONU

et Erdogan.

La question de l'Otan l'attend également. Les alliés de la Turquie au sein de l'Otan attendent qu'Ankara lève son veto à l'entrée de la Suède dans l'Alliance atlantique, bloquée depuis mai 2022. Alors que Stockholm a multiplié les gestes de bonne volonté, dont l'adoption début mai d'une nouvelle loi antiterroriste, la Turquie - comme la Hongrie - est restée inflexible, continuant d'exiger l'extradition de dizaines d'opposants présentés comme des «terroristes» kurdes ou issus du mouvement du prédicateur turc en exil Fethullah Gülen, qu'Ankara accuse d'être derrière la tentative de coup d'État de juillet 2016. Les ministres des Affaires étrangères de l'Otan devaient se retrouver mardi à Oslo, en Norvège, avant le sommet des chefs d'État prévu en juillet à Vilnius. Ils escomptent une bonne nouvelle. Le veto turc à l'encontre de la Finlande a été levé début avril. Les deux pays nordiques, traditionnellement neutres, avaient déposé leur demande d'adhésion après l'agression russe contre l'Ukraine en février 2022, se sentant vulnérables face à leur puissant voisin.

Il y a encore les relations avec la Syrie. Ici, Recep Tayyip Erdogan a tenté ces derniers mois de se rapprocher du président syrien, Bachar al-Assad. Mais malgré une médiation russe, ses

tentatives n'ont pas abouti. Al-Assad a exigé en préalable à toute rencontre avec son homologue le retrait des forces turques stationnées dans le nord de la Syrie sous contrôle rebelle et la fin du soutien d'Ankara aux groupes rebelles opposés à Damas. La Turquie accueille sur son sol 3,4 millions de réfugiés syriens ayant fui la guerre. A ce sujet, Erdogan a annoncé, début mai, la construction de 200.000 logements sur treize sites du nord de la Syrie pour permettre le retour «volontaire» d'au moins un million de personnes.

Assurément, le populaire Erdogan dont les grandes ambitions pour son pays sont connues, ne s'ennuiera pas... ■

# Nos lecteurs ont du talent

## Récit : En l'autre (Suite du récit)



--Je suppose que vous n'attachez pas la même valeur à tout le bétail, reprend Fozia. Par exemple, le gros bétail vous importe bien plus que le petit. Me trompe-je ?

-Toutes les bêtes importent à nos yeux, sans quoi nous ne les élèverions pas. Chaque espèce animale domestique, a ses caractéristiques objectives et sa propre valeur. Cela dit, Allah a créé les animaux différents, tout comme les autres vivants. Je rappelle qu'il y a les ovins ou moutons, les caprins ou chèvres que nous classons comme petit bétail. Il y a les bovins (vaches, génisses, bœufs, taureaux et veaux), les camélidés ou dromadaires ainsi que les ânes que nous classons comme gros bétail. Il y a encore, dans ce sous-ensemble, les chevaux, mais leur élevage est devenu bien rare. Vous pouvez aisément repérer des éleveurs possédant à la fois du gros bétail et du petit. D'autres ont uniquement du petit bétail. Il en est encore qui élèvent seulement des chèvres, ou se limitent aux moutons. Les effectifs catégoriels peuvent bien entendu varier d'un éleveur à un autre,

le gros bétail étant privilégié ici, l'inverse se pratiquant là, ou une espèce étant plus élevée que les autres. D'où les expressions que l'on emploie pour spécifier les éleveurs selon leur orientation dominante : éleveurs à petit ou gros bétail, à bovins, à dromadaires, à ovins, ou à caprins. Il n'en reste pas moins que l'état idéal de richesse pastorale consiste à posséder toutes les espèces de bétail dans les plus grandes proportions possibles.

-A grands traits, quels avantages offrent les différentes espèces animales que vous élevez ? poursuit-elle.

-C'est une vaste question. Brièvement, je dirais que toutes les espèces offrent du lait et ses sous-produits tels que la crème ou le beurre. Le lait de l'âne est cependant considéré comme impropre à la consommation humaine pour des raisons liées à l'islam. Toutes offrent de la viande et de la peau, sauf l'âne du fait de l'interdiction religieuse qui le frappe. La laine des ovins est aussi un atout, même si elle n'est pas toujours utilisée. Au transport des biens comme des personnes, ce sont les dromadaires mâles, les ânes des deux genres

et les chevaux (s'il y en a) qui servent. S'agissant de l'échange, toutes les espèces sont proposées contre d'autres, ou contre de la monnaie. En cas de meurtre, le bétail domestique, à l'exception de l'âne, peut être utilisé pour payer le prix du sang. Ce dernier est fixé en têtes de dromadaire, mais l'équivalent en d'autres catégories de bétail est accepté.

-Le dromadaire est l'animal domestique le plus recherché et donc le plus précieux. Pourquoi ?

-Il est le plus solide. A la soif comme à la faim, il résiste beaucoup plus que les autres. Il est capable de parcourir de longues distances d'une traite et inégalable pour sa capacité de transport. Il est encore le plus grand de taille. C'est un animal admirable pour toutes ces qualités. De là, sa réputation d'animal le plus noble. Aussi est-il d'office retenu pour donner un prix à l'humain, qu'il s'agisse de s'acquitter d'un dédommagement pour atteinte morale ou corporelle, ou pour meurtre, ou que l'on paie la demande en mariage d'une fille.

-Quel est alors le montant en têtes de dromadaire de la main d'une fille ? demande Fozia.

-Il varie selon les régions voi-

re les familles, mais il n'est jamais bas. Dans notre région, il faut aligner vingt dromadaires et d'autres éléments de valeur tels qu'un fusil. Dans la pratique, cependant, et puisque toutes les familles ne sont pas riches en dromadaires, une partie se paie en d'autres espèces de bétail.

-J'aime bien l'idée que la dot soit à la charge du prétendant dans notre société, prend position la lycéenne. C'est plus juste, car il bénéficie déjà du statut de futur chef de famille.

-Malheureusement, dans d'autres sociétés, c'est à la fille de donner la dot, déplore Rachid. Il lui est enjoint de se donner corps et biens, ce que je considère comme profondément injuste.

-Très injuste, en effet, le rejoint Bilane. A suivre■